

## Suppression des départements : La République démembrée.

lundi, 2 juin 2014 / **webmaster**

### **SUPPRESSION DES DEPARTEMENTS : LA REPUBLIQUE DEMEMBREE**

**Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).**

Le 2 juin 2014.

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre Manuel Valls a annoncé son intention de supprimer les Départements [1]. Il montre ainsi pleinement sur ce sujet, comme sur de nombreux autres, sa proximité avec l'UMP [2]. Sous couvert de rationaliser le « *millefeuille* » administratif français, créé à dessein par les gouvernements socio-libéraux, il s'agit en fait de procéder à une véritable révolution de notre paysage institutionnel avec des intentions moins avouables, par déconstruction des structures administratives et politiques issues de la Révolution française. En 2013, La réforme territoriale, testée en Alsace et soumise à référendum a été rejetée par un NON massif des Alsaciens. Le gouvernement va donc tenter de se passer de l'avis des citoyens et voudra imposer aux forcés cette réforme.

S'inscrivant dans la continuité des lois successives de décentralisation depuis 1982 (loi Defferre), de la loi de réforme des Collectivités territoriales de 2010 imposée par Nicolas Sarkozy, et celle toute récente du gouvernement Ayrault créant les Métropoles, ce texte vise en fait à préparer la disparition de la France en tant qu'Etat-nation et en tant que République. Cette intention n'est pas cachée. Ainsi Jean-Paul Huchon, président socialiste de la région Ile-de-France a clairement exprimé la pensée profonde du PS [3] : « *Si une collectivité devait disparaître, à long terme ce serait évidemment le département. Non parce qu'il gère la proximité (au contraire) mais parce qu'il est devenu, en fait, le refuge du jacobinisme. C'est là que s'installent les services de l'Etat pour se développer.* » Avant d'ajouter : « *Il m'est très facile d'imaginer une cosmogonie institutionnelle dans laquelle il y aurait l'Europe, directement branchée sur les régions, et les régions sur des communes regroupées par l'intercommunalité.* » La suite de la logique est révélée par Emmanuelle Cosse (EELV) : le but de l'Europe est de faire disparaître les Etats-nations [4].

La reconfiguration du territoire français sur la base des Régions et des Métropoles vise ainsi directement à préparer la disparition de la France et à ouvrir la voie à une Europe des Régions. Dans cette perspective, la disparition des Départements est nécessaire car ils constituent une organisation politique qui ne cadre pas avec le projet de l'Union européenne, celui d'un « *empire euro-atlantique* » sous tutelle des firmes multinationales Nord-Américaines [5].

Le but ultime de la construction européenne est ainsi mis au grand jour : la fin des Etats-nations. Avec ceux-ci disparaîtront la souveraineté populaire et la démocratie, qui ne sont pas concevables hors de leur cadre, mais aussi le droit du travail, de l'environnement, la Sécurité sociale, les services publics... Bref, tous les acquis du programme du Conseil national de la Résistance sont menacés. Sommés d'être aujourd'hui toujours plus compétitifs que les voisins, les travailleurs français seront demain encore davantage mis en concurrence renforcée entre eux, par le jeu de la compétition entre Euro-Régions.

Cette nouvelle réforme d'organisation administrative et politique, commandée par Bruxelles avec le consentement et la bienveillance des gouvernants et de la majorité des parlementaires français, répond en tous points aux exigences réaffirmées de rendement du capital et du grand patronat. Elle organise les conditions administratives et politiques de l'installation et du développement des nouvelles normes marchandes imposées par les traités commerciaux, tout particulièrement les traités commerciaux bilatéraux déjà passés avec le Canada, et celui en cours de négociation avec les Etats-Unis d'Amérique.

Face à cette menace d'une immense gravité, le M'PEP réaffirme son attachement au triptyque républicain Commune/Département/Etat et se prononce en faveur de la suppression des régions. Il appelle tous nos concitoyens à s'opposer à cet assasinateur silencieux de la démocratie et à refuser tout pouvoir réglementaire accordé aux régions envisagé par le gouvernement [6]. Une telle éventualité mettrait fin à l'égalité des citoyens devant la loi ainsi qu'à l'unité et à l'indivisibilité de la République. La sortie de l'Union européenne et de l'euro est aujourd'hui plus que jamais une nécessité impérieuse pour tous ceux qui sont attachés à notre modèle démocratique. Cette sortie doit nécessairement s'accompagner d'une refondation en profondeur de la République, réaffirmant l'autorité et la légitimité du pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.

[1] <http://www.lemonde.fr/politique/art...>

[2] <http://www.lefigaro.fr/politique/20...>

[3] <http://www.politis.fr/Le-molletisme-se-porte-bien-Voyez,9879.html>

[4] <http://www.youtube.com/watch?v=I5QSWdRttGM>

[5] <http://canempechepasnicolas.over-bl...>

[6] <http://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/PDL-decentralisation-Lebranchu2.pdf>